L'éco-logis : un développement de façade.

La crise écologique et le réchauffement climatique sont devenus des grands maux de notre siècle. Depuis le Grenelle de l'Environnement en 2010, l'Etat affirme être dans une démarche écologique et en prise avec ce problème. La réduction de l'émission carbone, le développement durable et la basse consommation d'énergie sont présents dans plein de discours et dans les projets qui sont actuellement mis en place. Mais derrière ces beaux discours se cachent de bien beaux mensonges. Tous les partis politiques nous avaient promis de prendre la problématique environnementale à bras le corps, de changer les choses, d'en faire une priorité nationale. Mais on est loin de la réflexion qui a été portée par différentes tendances militantes il y a 30 ans. L'écologie a l'air de se développer comme une nouvelle structure du capitalisme qui viendrait toucher à différents niveaux de la structure sociale : dans la perception qu'a l'individu d'une part, et sur l'échiquier économique d'une autre. L'écologie a pour certains perdu de son sens, d'autres la sacralisent ; certains y investissent, d'autres en font une arme. Mais qu'est-ce que ce concept ? A qui profite-t-il ? Que recouvre-t-il et que cache-t-il ?

L'écologie un concept à double sens.

Comme bien des mots à notre époque, l'écologie a subi un déplacement sémantique, c'est-à-dire un changement de sens. Étymologiquement la particule « logos », qu'on retrouve dans le mot écologie, a deux sens : c'est d'une part la raison et l'étude, donc la science, et d'une autre la parole, donc le discours. Il s'agit donc d'une étude du vivant au sein de son écosystème, c'est-à-dire dans son milieu, et d'un discours sur les manières dont on devrait agir dans cet écosystème. Aujourd'hui l'écologie est devenue une politique de gestion des écosystèmes. Nous regardons notre impact sur quelque chose d'extérieur et de précieux qui serait la nature. La nature, dans ce regard, serait quelque chose de bon qu'il faudrait protéger et dont nous, pas plus que ce que nous créons, ne ferions partie. Nous nous plaçons ainsi dans une position de destructeur pur, dans la position du mal. Cette vision engendre forcément un *sentiment de culpabilité*, qui nous force à « agir ».

Depuis 30 ans, on nous place dans des dynamiques de crises (pétrolières, du logement, économique, de l'emploi...), c'est-à-dire dans une *dynamique de peur*. Cela a pour but de nous forcer à « agir », à nous serrer la ceinture ; nous forcer à accepter, à être conforme à ce que le système a besoin que nous soyons pour son bon développement. Aujourd'hui la crise écologique est aux premières loges et promet de durer longtemps.

La crise comme moyen de développement économique

Actuellement, on nous dit que l'émission de carbone est dangereuse pour la planète car elle entraîne un réchauffement climatique. Il est donc important d'avoir une voiture qui consomme moins de carburant. Les firmes automobiles se sont lancées dans un grand concours de fabrication de voitures qui consomment moins. Mais des moyens de faire des voitures qui consomment très peu sont connus depuis longtemps et si celles-ci ne sont pas sur le marché, c'est aussi parce que ce système a besoin de vendre de l'essence. Et pour preuve : un moteur diesel peut rouler avec des huiles végétales comme carburant, mais ceci est interdit car cela échappe aux taxes sur les produits pétroliers (sic). On nous parle aujourd'hui de bio-carburants élaborés à partir de végétaux, mais ces produits sont raffinés alors qu'il n'en ont pas besoin. Cela permet un marquage pour éviter les fraudes (rouler à l'huile) et une élévation de la manufacture, donc une *valorisation économique*.
Mais ce n'est en rien une avancée du point de vue énergétique. On voit là de quelle manière il est encouragé de limiter sa consommation de pétrole, mais uniquement à l'intérieur de la marge de manœuvre que nous laisse l'Etat et les règles qu'il établit. On nous pousse à changer de voiture avec la prime à la casse et à en racheter une neuve qui consomme moins. Il faut détruire une voiture qui marche encore et qui aurait pu continuer à rouler, au profit d'une voiture neuve, qui demande énormément d'énergie à la production. Ceci entraîne une diminution du marché de l'occasion, qui est un moyen de donner une deuxième vie au matériel.

Le but du capitalisme n'est en rien écologique. Celui-ci utilise seulement l'écologie comme *moyen de relance économique*. Le problème n'est ni le carburant, ni la voiture qui le consomme mais bien comment on roule avec des voitures et comment on se déplace. Nous nous retrouvons devant un gaspillage énergétique et la voiture n'est là qu'un exemple. Les *ampoules basse consommation*, qui seront bientôt les seules vendues en magasin, demandent beaucoup plus d'énergie à la fabrication que les vieille ampoules, ainsi qu'un retraitement difficile des produits dangereux contenus. C'est encore un moyen de relance de l'économie puisque ces nouvelles ampoules coûtent bien plus cher. Voilà quelques exemples tirés d'une longue liste de produits qui ne sont que des leurres écologiques et qui permettent au consommateur de se sentir acteur, qui donnent le sentiment d'agir et de faire pour la planète. L'écologie devient petit à petit un moyen de lutter en consommant. Plus besoin de vous battre dans la rue, plus besoin de lutter puisqu'on vous offre la révolution dans les magasins et les produits de consommation.

L'écologie tout azimut et la bonne conscience occidentale

L'écologie est érigée comme une lutte planétaire où le monde entier devrait être acteur au même niveau. Les sommets sur le climat, comme celui de Copenhague, voudraient taxer les pays sur leur émission de carbone, primer ceux qui lutteraient contre la déforestation, et prendre d'autres mesures pour soit-disant sauver la planète.

VISIT…

LANZAROTE Caliente.COM

Mais ce serait oublier que nous ne produisons plus, en occident, que des services, puisque toutes les industries et les productions de biens matériels ont été délocalisées dans des pays dits « en développement ». Oublier aussi le fait que cette production est en grande majorité destinée aux pays développés, et que ces produits sont exportés après manufacture. Or c'est cette production qui est fortement polluante. Il est facile ensuite de jeter la pierre à la Chine dont les pratiques manqueraient de transparence. Il est facile aussi pour les pays riches de se vanter de lutter contre la déforestation en plantant des milliers d'hectares de palmiers en Afrique, alors que ces palmiers sont destinés à produire l'huile végétale qui sera ensuite raffinée pour être utilisée dans nos moteurs.
L'écologie et l'environnement sont là des moyens de rasseoir l'hégémonie occidentale, bien plus que de lutter contre un quelconque problème de réchauffement climatique. Les entreprises de services qui s'implantent sur nos territoires, quant à elles, peuvent se vanter d'être écologiques, à basse consommation, et à énergie positive, alors que leurs productions ne sont qu'immatérielles.
L'écologie permet une nouvelle forme de colonialisme en autorisant les pays occidentaux à s'immiscer dans la gestion politique et économique d'autres pays.
Elle permet aussi de se présenter comme détenant la raison, la bonne vision, et au final de servir des notes de bonne conduite.
Mais en plus d'asseoir un pouvoir, l'écologie rapporte.

Extrait de l'avant-projet de concession de l'aéroport de NDDL entre l'État et Vinci

« 6.1.3.4.4.1. Création d'une AMAP
En cohérence avec la charte développement durable de la chambre d'agriculture 44, le Concessionnaire souhaite encourager l'agriculture durable en initiant la vente de paniers bio aux salariés de la plateforme. L'aéroport peut être un lieu de collecte des paniers pour tous les salariés.
Pour se faire, le Concessionnaire envisage de créer une AMAP Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne. Ces associations sont destinées à favoriser l'agriculture paysanne et biologique qui a du mal à subsister face à l'agro-industrie.
Parce que la durabilité c'est aussi d'obtenir le revenu qui permet d'assurer la pérennité de l'exploitation, le Concessionnaire souhaite donner tous les moyens nécessaires aux agriculteurs autour de la plateforme pour diversifier leurs sources de revenus. **»**

Un jack pot financier pour des entreprises
L'écologie ouvre un nouveau marché aux entreprises et leur permet de se constituer une belle image. EDF, avec son service bleu ciel, se tire la bourre avec GDF, qui procure une énergie sans nucléaire, pendant que - et alors que - toutes deux génèrent une forte pollution. Les parcs photovoltaïques, nouvelle trouvaille en terme de création d'énergie, viennent manger des dizaines d'hectares de terres agricoles et polluer l'environnement visuel des régions du sud. L'apothéose est atteinte lorsque l'idée est lancée de produire de l'énergie solaire dans le Sahara et de la transporter en Europe. On sait pourtant que plus de 30% de l'énergie sera perdue dans le transport. Voilà des entreprises qui se développent sur un terrain vierge et juteux, car les prix de l'énergie n'ont jamais été aussi hauts, et parce que les subventions tombent à flot.

Et pour que cela soit possible, *des centaines de laboratoires et centres de recherche développent de nouvelles technologies qui seraient plus écologiques et plus rentables. Mais la technologie nécessaire à leur mise en oeuvre et leur création, est très gourmande en énergie et très polluante à la fabrication*. La décontamination et le recyclage ne sont pas toujours possibles et sont également très polluants. Mais ce n'est pas un problème puisque ce n'est pas en occident que ce sera construit. Nous n'en porterons pas les inconvénients, seulement les bénéfices économiques et sociaux. Que penser encore de toutes les entreprises qui ne vivent que du nettoyage de la pollution que leurs semblables ont créée ? N'oublions pas non plus que ce sont les entreprises et les industries qui créent le plus de « pollution » et pas les personnes qui vivent dans ce système. Et pourtant, il semble que le citoyen soit toujours le plus sollicité sur ce sujet.

Les déchets sont, d'un côté, un jack pot financier pour des entreprises, et d'un autre, une multitude de contraintes pour le consommateur. Il faut en effet payer une taxe de décontamination à l'achat d'un nombre grandissant de produits. Il faut aussi trier ses déchets de façon gratuite, ce qui permet de licencier dans les usines de retraitement. Et puis, ils commencent (grâce à des puces RFID) à faire payer l'enlèvement des ordures proportionnellement au poids des poubelles tout venant. Il faut encore payer pour faire détruire certains objets. Et pour finir, grâce à la revalorisation des déchets, ceux-ci sont ensuite revendus à prix fort.
L'obtention de cette matière première n'a pourtant presque rien coûté puisque c'est l'action citoyenne qui a fait le travail gratuitement. Ces produits, qui ont traversé le monde sous emballage pour être consommés en occident, sont transformés en matière première à faible coup. Celle-ci est réexportée vers les pays industrialisés pour être une fois de plus transformée et réimportée.

Une responsabilité individuelle
Alors que le consommateur n'a que peu de maîtrise des déchets qu'il produit, il est sur-responsabilisé de l'impact qu'ont ses gestes. Il est pris entre de multiples feux le contraignant à faire ce qui sera bon pour

l’économie, tout en lui permettant d’avoir la conscience tranquille. Nous sommes perpétuellement placés dans des *injonctions contradictoires*. D’un côté, il faut toujours consommer plus, tout avoir individuellement et être à la pointe de la technologie ; et d’un autre ne pas produire de déchet et avoir une démarche écologique.
Ces injonctions ont pour conséquence de créer chez les personnes une dynamique d’auto-contrôle, et de contrôle des personnes qui les entourent, de leurs gestes, de leurs pratiques. Une nouvelle morale est née : celle de *l’éco-citoyennisme.*

On nous pousse de plus en plus dans des logiques d’utilisation de technologies, soit-disant pour l’écologie, qu’elle soit sociale ou environnementale, ou encore pour la gestion du quotidien. On voit l’ampleur de l’arnaque puisque *la technologie est très gourmande en énergie*. On nous place là encore dans des rapports de dépendance, puisque nous ne pouvons plus maîtriser à petite échelle la production des outils, leur réparation et leur entretien. L’exemple qui paraît le plus flagrant est celui des ordinateurs de bord dans les voitures, qui nécessitent le branchement à un ordinateur pour tout diagnostic de panne. Ce système atteint une sorte d’apothéose lorsqu’il est obligatoire de connecter sa voiture à un ordinateur pour lui expliquer qu’on a bien remis de l’huile après vidange, faute de quoi elle refuse de redémarrer.

D’autre part, les notions de naturel, de sain, de bon pour la santé poussent le consommateur à consommer vert. L’écologie est présentée dans la pub comme une révolution et les médias de masse poussent à l’éco-consommation. Les grandes surfaces ont créé leur propre marque bio pour que le bio soit le plus accessible possible. Puis c’est au tour des magasins discount de faire de même, pour que le bio soit accessible aux plus pauvres. Le but est que tout le monde puisse « agir ». Mais le bio ne représente pas un gage de qualité si évidente, et c’est loin d’être un label de respect des travailleurs et des producteurs. Les traitements que subissent certaines plantations bio, ainsi que les surfaces gigantesques qui y sont cultivées n’ont rien à envier à la culture intensive.
L’agriculture bio prospère elle aussi sur la culpabilité du consommateur. Celui-ci investit dans son capital santé d’une part, et pense d’autre part réaliser son désir d’agir pour le « bien être » de la planète. Voilà comment des produits issus de l’agriculture biologique se retrouvent sur des bateaux qui traversent le monde pour venir prendre une place de choix dans les étals de supermarché.
Ils ont la même présentation que leurs consorts, le même emballage, la même origine géographique, si ce n’est un label « AB ». Et voilà comment on fait payer plus cher un produit qui ne coûte pas beaucoup plus à la production, en jouant sur les notions de santé et d’écologie. (lire sur ce sujet l’article du Monde diplomatique de février 2009 : « Florissante industrie de l’agriculture biologique »)

L'écologie comme moyen de contrôle social.
Le système actuel trouve d’autres profits dans les démarches écologiques qu’il met en place : l’alibi écologique devient aussi un moyen de contrôle. *Les puces RFID installées sur les poubelles permettent ainsi de connaître l’évolution de consommation dans chaque maison au cours de la semaine. On peut donc déterminer la variation d’habitants dans le foyer. Les nouveaux compteurs d’électricité permettent d’évaluer la consommation exacte d’électricité heure par heure. Présentés comme un moyen d’éviter la surproduction, ils permettent surtout de connaître ou d’extrapoler ce qui est branché à tout moment dans une maison.* Il en va de même dans les éco-quartiers que l’on voit pousser un peu partout. Ces quartiers droits et carrés assurent un contrôle optimisé de l’espace, dans un environnement où chaque activité à sa place géographique déterminée. Cela permet de savoir toujours ce qui se passe et de maîtriser au maximum les espaces. La gestion des activités dans des zones géographiques ainsi déterminées rend visible tout ce qui ne se passerait pas comme voulu ou à l’emplacement prévu.
Le consensus social qui s’effectue autour de l’écologie permet de mettre en place des systèmes de contrôle direct des individus. C’est le cas quand les poubelles mal triées ne sont pas ramassées. Ça l’est aussi lors de la mise en place d’une « **police verte** » dans certaines villes, dont la fonction est de fouiller et *contrôler les poubelles* des citoyens, ainsi que leurs comportements dans la rue. Elles ont même la possibilité de les verbaliser en cas d’incivilité. L’unification citoyenne, appuyé par une propagande large et un fort battage médiatique, crée une nouvelle morale qui plonge ses racines dans la culpabilité. Le citoyen sera donc prêt à juger et à fliquer son voisin puisqu’il en va de notre survie à tous, de celle de nos enfants et de notre Planète. *L’enfant est utilisé pour contrôler et éduquer les parents. Il est formé, dès le plus jeune âge, à devenir un éco-citoyen et à agir dans la droite ligne des besoins du système. Il est inculqué aux enfants qu’il en va de leur survie, pour les rendre acteurs le plus tôt possible.* Des journées de nettoyage de certaines zones péri-urbaines, de plantation de forêt urbaine, de stage d’éco-citoyennisme sont organisées. L’ironie totale, c’est que ce sont des grandes marques type Leclerc ou Carrefour qui subventionnent ces journées pour redorer leur image dans la société et pour distribuer des tee-shirts de pub.

La responsabilisation individuelle qui découle de cette sensibilisation à l’écologie par l’Etat et les entreprises, rend les individus à la fois victimes et bourreaux. Victimes car toute déviance écologique pourra être signifiée et sanctionnée par ses proches, et bourreaux car ces mêmes individus pourront eux aussi dénoncer une infraction. La volonté de *contrôle social par l’intermédiaire de l’écologie* repose sur la soumission à une autorité et l’abandon de tout critère de jugement, de toute critique. Bien que la responsabilisation du plus grand nombre puisse apparaître comme avancée, le dispositif mis en place ne permet pas de faire exister une solidarité entre les

personnes. Ce n'est rien d'autre qu'une modélisation des individus et une évacuation de toute responsabilisation collective, à laquelle se substitue la stigmatisation d'une responsabilité individuelle.

Extrait de l'avant-projet de concession de l'aéroport de NDDL entre l'État et Vinci

« 6.1.3.4.4.3. FERME DE DÉMONSTRATION

Le Concessionnaire souhaite mettre en avant le patrimoine historique et culturel de la région nantaise pour que les passagers qui arrivent ou partent de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes comprennent qu'ils sont en pays nantais. C'est dans cet esprit que le Concessionnaire envisage d'installer de manière permanente, une ferme de démonstration, en face des parkings. Cette ferme fera la promotion des techniques agricoles traditionnelles et à venir, toujours dans le respect de l'environnement.

Un parcours « découverte » pédagogique est imaginé par le Concessionnaire. Grâce à celui-ci, les visiteurs pourraient découvrir la culture des productions végétales locales (un espace d'un mètre carré pour chacune des plantations de type blé orge, maïs, etc.), la production du lait, la production de viande bovine, porcine, ovines,… Toutes ces étapes du parcours permettraient de faire comprendre au voyageur qu'il se trouve en pays nantais par les odeurs, les couleurs, les bruits et les saveurs.

Cette vitrine de l'agriculture d'aujourd'hui et de demain, valorisant les agriculteurs de la région, permettra aussi de mettre en avant les enjeux du XXIème siècle auxquels doit faire face le monde agricole : rupture démographique, changement climatique et quelles sont les réponses pour y faire face : nouvelles techniques agricoles, nouvelles cultures, … La volonté première du Concessionnaire est que tous les emplois liés à la création de la ferme de démonstration soient occupés par des agriculteurs locaux. »

Le capitalisme a repris à son compte et pour son développement ce qui a d'abord été une lutte. Cette action a été rendue possible par un déplacement sémantique et par la demande de personnes et groupes en lutte, depuis 30 ans, pour que l'état prenne en compte les problèmes environnementaux liés à l'activité humaine. La façon dont le système s'est fait porte-parole de ces problèmes grâce à la dynamique de crise, crée, en plus de la peur, une unification sociale autour de l'écologie. Voilà enfin l'espoir de voir une grande majorité de la population se regrouper autour d'un problème social et être unie pour aller dans le même sens en courbant pareillement l'échine.

L'écologie capitaliste se retrouve un peu à tous les niveaux de nos vies, que ce soit dans comment on consomme, où et comment on vit, ainsi que dans le tri de nos déchets et la qualité de nos produits d'usage courant. L'écologie est donc un concept qui s'est fait reprendre complètement par le système. Ce mot a perdu son sens pour devenir un moyen de contrôle, un moyen de pousser à la consommation, un moyen de responsabiliser et de culpabiliser les citoyens. Dans le monde capitaliste, il ne s'agit pas de consommer responsable, mais bien de consommer tel que le capitalisme le veut. L'écologie du XXIème siècle c'est le capitalisme à façade verte, la pelouse sur les toits et le développement à outrance, sans plus de réflexion mais avec des obligations strictes.

Extrait de « Nantes Nécropole n° 1 – Printemps 2011 » Le journal du Comité nantais contre le nouvel aéroport

Florissante industrie de l'agriculture biologique

Des poulets élevés en batterie, des tomates en toute saison, des vergers où l'on exploite des ouvrières immigrées… Oui, mais « bio » ! Ou comment un mouvement lancé par des militants soucieux de défendre la petite paysannerie tout en rejetant les logiques productivistes risque de s'échouer sur les têtes de gondole des supermarchés.

par **Philippe Baqué**, février 2011

« Les écolos et les soixante-huitards ont laissé la place aux professionnels ! » Ainsi s'exprimait en juin 2009 un technicien de la coopérative Terres du Sud qui, dans le Lot-et-Garonne, organisait une journée « découverte » dans des élevages intensifs de… poulets biologiques. Les performances des installations livrées clés en main par la coopérative, les crédits et les aides publiques proposés étaient censés convertir les agriculteurs invités. En effet, pour approvisionner la grande distribution et la restauration collective (1), les puissantes coopératives agricoles, liées aux grandes firmes de l'industrie agroalimentaire, se livrent désormais une concurrence farouche dans l'élevage de ces poulets au-dessus de tout soupçon. Elles profitent de la nouvelle réglementation européenne qui permet à un éleveur de produire jusqu'à soixante-quinze mille poulets de chair bio à l'année et ne limite pas la taille des élevages de poules pondeuses bio.

Ces coopératives ont compris qu'elles pouvaient gagner beaucoup d'argent avec un type d'agriculture qu'elles ont longtemps dénigré. En y appliquant leurs méthodes. *« Les producteurs sont sous contrats serrés et perdent toute leur autonomie,* raconte M. Daniel Florentin, membre de la Confédération paysanne, ancien éleveur de volailles bio qui a travaillé avec la coopérative landaise Maïsadour. *Ils sont lourdement endettés pour au moins vingt ans et doivent livrer la totalité de leur production à la coopérative qui s'engage à la prendre, sans prix déterminé à l'avance. C'est un pur système d'intégration, courant dans les élevages intensifs conventionnels. »*

Depuis 1999, problèmes de santé et d'environnement obligent, la consommation de produits alimentaires biologiques en France croît de 10 % par an. En 2009, malgré la crise, le chiffre d'affaires des produits bio a augmenté de 19 % (2). Ce marché, longtemps marginal, est devenu porteur et a été investi par la grande distribution, qui réalise désormais plus de 45 % des ventes.

Toutefois, en 2009, malgré la progression des conversions, seuls 2,46 % de la surface agricole utilisée étaient en bio. Pour satisfaire la demande des consommateurs, les acteurs dominant le marché ont donc choisi deux solutions : un appel massif aux importations et le développement d'une agriculture bio industrielle et intensive.

La notion d'agriculture biologique est née et s'est répandue en Europe en réaction à l'agriculture chimique et productiviste qui s'est généralisée après la seconde guerre mondiale. Au début des années 1960, un réseau de petits paysans producteurs de bio et de consommateurs crée Nature et Progrès. L'association attire une grande partie des populations urbaines qui décident, par conviction, de retourner à la terre et tisse des liens avec les différents mouvements écologiques et politiques, comme la mouvance antinucléaire et le syndicat Paysans-travailleurs dans les années 1970, puis la Confédération paysanne et les anti-OGM (organismes génétiquement modifiés) à partir des années 1990. Ce faisant, Nature et Progrès a intégré dans sa charte un certain nombre de principes : refus des produits de synthèse, traitements naturels, diversification et rotation des cultures, autonomie des exploitations, énergies renouvelables, défense de la petite paysannerie, biodiversité, semences paysannes, souveraineté alimentaire... Pour redonner du sens à la consommation et recréer des liens sociaux, la vente des produits biologiques est assurée par des marchés locaux, foires et groupements d'achat qui donneront naissance au réseau des Biocoop (3). La charte de Nature et Progrès a inspiré celle de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (Ifoam), adoptée en 1972, qui associait aux critères agronomiques des objectifs écologiques, sociaux et humanistes.

Sur ce marché, les courtiers sont rois

Mais le mouvement paysan et social lié à ce type de culture peine à trouver sa cohérence. Dans les années 1980, le cahier des charges de Nature et Progrès officiellement reconnu cohabite avec une quinzaine d'autres créés par différents mouvements. En 1991, prenant prétexte de cette confusion, Bruxelles en impose un pour l'ensemble de l'Union européenne, dont l'application par l'Etat français donne naissance au label national AB. Les organismes certificateurs, privés et commerciaux, vont à l'encontre du contrôle participatif réalisé jusqu'alors par des commissions de producteurs, de consommateurs et de transformateurs.

Nature et Progrès connaît alors une grave crise. Certains membres décident de boycotter le label. D'autres, tentés par un marché bio certifié en pleine expansion, quittent l'association. *« La certification a favorisé les filières au détriment des réseaux solidaires,* explique M. Jordy Van den Akker, ancien président de l'association.

L'écologie et le social, qui sont pour nous des valeurs importantes de la bio, ne sont plus associés à l'économique. Le label et la réglementation européenne ont permis de développer un marché international facilitant la libre circulation des produits, le commerce et la concurrence. Nous ne nous reconnaissons pas là-dedans. »

Entrée en vigueur le 1er janvier 2009, une nouvelle réglementation européenne permet, entre autres, 0,9 % d'OGM dans les produits bio et des dérogations pour les traitements chimiques (4). *« La bio est totalement incompatible avec les OGM,* réagit M. Guy Kastler, éleveur dans l'Hérault et militant de Nature et Progrès. *Nous, nous continuons à exiger 0 % d'OGM ! La nouvelle réglementation définit des standards et ne se soucie plus des pratiques agricoles. On est passé d'une obligation de moyens — quelle méthode de culture utilisée ? — à une obligation de résultat — quel résidu est décelable dans le produit fini ? C'est la porte ouverte à la généralisation d'une agriculture bio industrielle. »*

Dans ce processus, les coopératives agricoles sont en pointe. Grâce, en particulier, à l'alimentation des volailles qu'elles produisent et fournissent aux agriculteurs, leurs marges bénéficiaires sont considérables. L'ancienne réglementation française imposait à un éleveur bio de produire 40 % de l'alimentation animale sur ses terres. Ce lien au sol n'existe plus dans la nouvelle réglementation européenne. L'éleveur achète aux coopératives la totalité des aliments, dont l'un des composants majeurs est le soja. En 2008, en France, la production de volailles bio a progressé de 17 %, alors que celle de soja bio a diminué de 28 %. Le soja importé, beaucoup moins cher, s'est imposé.

En novembre 2008, trois cents tonnes de tourteaux de soja bio venus de Chine par l'intermédiaire d'une filiale de la coopérative Terrena étaient retirées du marché après qu'on y eut décelé un taux important de mélamine, produit très toxique. L'entreprise a depuis renoncé à son commerce avec le géant asiatique, mais, pour alimenter les volailles bio du Grand Ouest, elle s'approvisionne sur un marché international où les courtiers sont rois et ne font pas bon ménage avec la transparence.

Le soja bio acheté en Italie — qui peut avoir été produit en Roumanie ou en Pologne — est en concurrence avec celui du Brésil. Celui-ci est cultivé par des petits producteurs de l'Etat du Paraná, dépendants de grandes sociétés d'exportation, et surtout du Mato Grosso, où les fazendas bio — dont les propriétaires refusent les visites de la presse — peuvent atteindre jusqu'à cinq mille hectares (5). Ce dernier Etat est le plus impliqué dans la destruction de la forêt amazonienne. Selon WWF-France, deux millions quatre cent mille hectares de forêt disparaissent chaque année en Amérique du Sud, directement ou indirectement à cause du soja (6). Pourtant, aucune certification, même au rabais, garantissant qu'il ne participe pas à ce désastre n'est exigée pour le soja bio brésilien.

Si l'agriculture biologique représente une part minime des activités des grandes coopératives, celles-ci entendent néanmoins y imposer leur suprématie. Terrena a acheté l'entreprise Bodin, leader du poulet bio français ; la coopérative Le Gouessant possède désormais l'Union française d'agriculture biologique ; Euralis a des parts importantes dans Agribio Union... Nombre d'associations interprofessionnelles régionales de promotion du bio et la quasi-totalité des chambres d'agriculture — de plus en plus impliquées dans la gestion de ce type de culture — sont sous l'influence des coopératives. L'Institut national des appellations d'origine (INAO), qui assure désormais l'application de la réglementation européenne en France, est dirigé par M. Michel Prugue, président de Maïsadour, qui commercialise plusieurs variétés de semences OGM.

Ces coopératives, qui ne renient en rien l'usage des produits chimiques dans l'agriculture dite « conventionnelle », renforcent leurs liens avec les multinationales impliquées dans la recherche et la commercialisation des OGM. Quarante pour cent des parts de Maïsadour Semences, une filiale de Maïsadour, appartiennent à la société suisse Syngenta, héritière des activités agrochimiques de Novartis. Maïsadour Semences possède des usines de production sur une bonne partie de la planète (7). Cette influence grandissante des coopératives qui ont des intérêts financiers dans le secteur des OGM n'est sans doute pas étrangère à la décision de la Commission européenne de fixer à 0,9 % le taux d'OGM toléré dans les produits bio, alors que le Parlement européen s'y était opposé.

La France importe plus de 60 % des fruits et légumes biologiques qu'elle consomme. ProNatura est le leader français de leur commercialisation dans les boutiques spécialisées et les supermarchés. En moins de dix ans, cette entreprise du sud-est de la France a multiplié son chiffre d'affaires par dix et absorbé quatre autres sociétés. Un quart de ses produits proviennent de France, mais le reste est importé d'Espagne (18 %), du Maroc (13 %), d'Italie (10 %) et d'une quarantaine d'autres pays. ProNatura est la première société à avoir commercialisé des fruits et légumes bio hors saison. Cela n'empêche pas son fondateur, M. Henri de Pazzis, de prôner le respect de la terre, de l'environnement, du paysan et du consommateur. Mais la loi dictée par les sociétés de la grande distribution est bien éloignée de ces principes. *« Elles adoptent pour le bio les mêmes mécanismes d'achat destructeurs que pour le conventionnel,* explique M. de Pazzis. *Elles encouragent la concurrence de façon*

agressive. Certains de nos produits sont déréférencés car d'autres fournisseurs proposent des prix très inférieurs aux nôtres. » Dans cette guerre des prix, à laquelle ProNatura et les autres sociétés d'import-export ont choisi de participer, le social et le respect de l'environnement ont bien peu de place.

Les mêmes méthodes, mais « certifiées »

Depuis douze ans, ProNatura importe des fraises bio espagnoles produites par la société Bionest. Ses patrons, MM. Juan et Antonio Soltero, possèdent dans la région de Huelva cinq cents hectares de serres qui, à première vue, ne se différencient en rien des milliers de serres conventionnelles couvrant la plaine, sinistrée par une monoculture de fraises particulièrement polluante et exploiteuse de main-d'œuvre. Comme d'autres entreprises, Bionest se situe au sein du parc naturel de Doñana, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco (8). Selon WWF-Espagne, les serres se multiplient de façon plus ou moins illégale sur le parc et pèsent lourdement sur l'environnement, en menaçant notamment les réserves d'eau (9).

Bionest ne respecte pas la biodiversité (le peu de variétés de fraisiers utilisées sont les mêmes que dans les serres conventionnelles), pratique la monoculture, injecte des fertilisants aux plantes par un système d'irrigation en goutte-à-goutte... Ses méthodes de culture ne sont pas radicalement différentes de celles des serres conventionnelles de Huelva. Seuls les intrants certifiés lui assurent le label bio. Pour la récolte, Bionest embauche des centaines de Roumaines, de Polonaises et de Philippines... particulièrement précarisées. Le sujet est très sensible et les patrons de Bionest refusent de recevoir les journalistes pour s'en expliquer.

Ces femmes, qui sont directement recrutées dans leur pays par les organisations patronales espagnoles, viennent chaque année en Espagne avec des visas et des « contrats d'origine » à durée limitée. Ne connaissant par leurs droits, elles sont totalement soumises à leurs employeurs (10). M. Francis Prieto, membre du Syndicat des ouvriers des campagnes (SOC), improvise une visite des logements des travailleuses de Bionest. Totalement isolées au milieu des serres, celles-ci doivent se soumettre à un règlement strict : interdiction des visites, sorties contrôlées, passeports confisqués... *« Elles sont terrorisées par leurs patrons,* explique M. Prieto, *et subissent la même exploitation que les autres saisonnières de Huelva, avec des conditions de travail particulièrement difficiles. »*

Bionest n'est pas un cas isolé en Andalousie. Dans les environs d'Almería, AgriEco produit sous cent soixante hectares de serres, conditionne et commercialise de septembre à fin juin plus de onze mille tonnes de tomates, poivrons et concombres « bio ». Dans les serres dotées de technologies de pointe, les intrants sont certifiés bio et les saisonnières sont roumaines et marocaines. M. Miguel Cazorla, son directeur, prévoit avec fierté une nouvelle expansion de la société. Exportée par des norias de poids lourds dans tous les supermarchés et boutiques spécialisées bio d'Europe, les légumes d'AgriEco sont dès le début de l'hiver en concurrence directe avec les produits des serres « bio » d'Italie, du Maroc et d'Israël... Sur le pourtour méditerranéen, la guerre commerciale devient farouche, pour le plus grand profit des intermédiaires.

Bien loin de ces dérives de la bio industrielle, la petite coopérative agricole de La Verde, dans la sierra andalouse de Cadix, a été créée dans les années 1980 par des journaliers membres du SOC qui ont mené à la fin du franquisme des luttes sans concession pour obtenir des terres. Six familles y cultivent des légumes, des arbres fruitiers et élèvent quelques vaches et moutons sur quatorze hectares. Elles commercialisent toute leur production en Andalousie par le biais d'une autre coopérative, Pueblos Blancos, qui regroupe vingt-deux petits agriculteurs ou coopératives bio. *« Nous avons été parmi les premiers à nous lancer dans l'agriculture biologique,* explique M. Manolo Zapata. *Elle était en accord avec l'agriculture de nos grands- et arrière-grands-parents et allait dans le sens de notre lutte. Si l'agriculture biologique ne sert pas à rétablir l'équité, la justice, l'autonomie, l'autosuffisance et la souveraineté alimentaire, elle n'a aucun sens. Et les certificateurs ne nous aident pas. Un agriculteur qui diversifie ses cultures et cultive plusieurs variétés sera plus lourdement taxé que celui qui ne fait que de la monoculture intensive. »*

Pour avoir dénoncé publiquement le soutien du principal organisme certificateur espagnol, le Comité andalou d'agriculture écologique (CAAE), aux grandes entreprises du « bio-business », La Verde a dû subir une avalanche d'inspections. Alors que ses membres ont créé la plus importante banque de semences paysannes d'Espagne, qui leur permet d'assurer leurs cultures et fournit tous les petits producteurs bio de la région, ils craignent que la répression ne s'abatte sur eux. *« Il existe des lois et des normes qui répriment le droit ancestral de reproduire les semences et qui nous empêchent de certifier ces variétés anciennes que nous avons sauvegardées. »* La réglementation européenne de l'agriculture biologique impose en effet d'utiliser des semences certifiées bio. Si elles n'existent pas, il faut recourir aux semences conventionnelles du marché. *« Pour le moment, tout se passe à la limite de la légalité, mais si demain la vente de nos produits est interdite, on va nous obliger à cultiver avec des semences bio vendues par Monsanto* (11). *»* Prenant exemple sur certains paysans de Nature et Progrès, les membres de La Verde envisagent de se retirer de la certification bio.

Résistances au bio-business

En Colombie, en Bolivie, au Brésil, en Inde, en Italie, en France, des exemples comme celui-ci se multiplient... La résistance au bio-business s'organise sur toute la planète. De plus en plus de paysans, de communautés rurales et de petites coopératives de producteurs défendent une agriculture paysanne et des modes de culture agro-écologiques qui privilégient des exploitations à taille humaine respectueuses de la biodiversité et de la souveraineté alimentaire. Beaucoup refusent les certifications et pratiquent les systèmes participatifs de garantie fondés sur une relation d'échange et de confiance entre producteurs et consommateurs. Des réseaux de défense des semences paysannes se développent pour imposer le droit des paysans à produire et à commercialiser leurs propres semences.

En France, les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), qui mettent directement en relation producteurs et consommateurs sans passer par le marché, connaissent un tel engouement que la demande ne parvient pas à être satisfaite. L'association Terre de liens collecte avec succès des fonds solidaires pour permettre l'installation de jeunes agriculteurs en bio. Pour se démarquer de la réglementation européenne, la Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB) a créé une nouvelle marque : Bio Cohérence. Elle viendra en complément de la certification officielle en exigeant le respect d'un cahier des charges beaucoup plus rigoureux et l'adhésion à des principes inspirés de ceux adoptés par l'Ifoam en 1972. A l'écart de la réglementation, Nature et Progrès défend son cahier des charges garant d'une agriculture biologique paysanne.

L'intégration ou non des valeurs sociales et écologiques au sein des préoccupations des producteurs, des transformateurs et des consommateurs de la bio déterminera son avenir. Deviendra-t-elle un simple pan du marché soumis aux seuls intérêts du libéralisme économique ? Ou sera-t-elle encore porteuse d'une alternative à ce libéralisme ?

Philippe Baqué

Journaliste, auteur d'*Un nouvel or noir. Pillage des œuvres d'art en Afrique,* Paris Méditerranée, Paris, 1999 et coordinateur du projet de livre *De la bio alternative aux dérives du « bio »-business, quel sens donner à la bio ?.*

Notes :

(1) Pour atteindre l'un des objectifs fixés par le Grenelle de l'environnement, l'Etat envisage d'introduire, d'ici à 2012, 20 % de denrées issues de l'agriculture biologique dans les menus de la restauration des administrations et des établissements publics.

(2) La plupart des chiffres cités proviennent du dossier de presse de l'Agence Bio « Les chiffres de la bio sont au vert », 2010, Agence-bio.fr, et de son ouvrage *Agriculture biologique, chiffres clés. Edition 2009,* La Documentation française, Paris.

(3) Pascal Pavie et Moutsie, *Manger bio. Pourquoi ? Comment ? Le guide du consommateur éco-responsable,* Edisud, Aix-en-Provence, 2008.

(4) « Bio / OGM : le vote des députés européens à la loupe », Terra-economica.info, 21 mai 2009.

(5) *Cf.* les articles de Cécile Leclère et Ben Hoppenstedt, « Mission en Amérique latine », *Biocontact,* Gaillac (juin à septembre 2008).

(6) Boris Patentreger et Aurélie Billon, « Impact de l'agriculture et de l'alimentation industrielles sur la forêt dans le monde — rôle de la France » (PDF), WWF-France, Paris, avril 2008.

(7) Dans l'Etat brésilien du Paraná, en octobre 2007, une milice armée missionnée par Syngenta a assassiné un militant du Mouvement des sans-terre (MST) qui occupait en compagnie d'une centaine d'autres agriculteurs des champs de recherche OGM de la société suisse.

(8) *Cf.* « Importer des femmes pour exporter du bio ? », *Silence,* n° 384, Lyon, novembre 2010.

(9) Communiqué de WWF : « Fraises espagnoles : exigeons la traçabilité », 23 mars 2007.

(10) Emmanuelle Hellio, « Importer des femmes pour exporter des fraises (Huelva) », *Etudes rurales,* n° 182, Paris, juillet-décembre 2008.

(11) « A qui profite la récolte ? La politique de certification des semences biologiques » (PDF), rapport de l'organisation Grain, Barcelone, janvier 2008.

